

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 12 JUIN 2012

Présents : MM. GALANT J., Bourgmestre, Présidente;
CAULIER G., HORNY D., EGELS J.P., DESMET-CULQUIN B.; Echevins;
DURIEUX J., Président du C.P.A.S.

HALLOT J-P., QUINTIN Y., DUBOIS G., POTTIEZ P., MAUROY-MOULIN-STALPAERT P., BREUSE E., SENECAUT M., MULLER L., DELHAYE-DEBAUQUE I., DECAMPS P., MICHEL D., Conseillers;

DELHAYE Michel, Secrétaire Communal.

La Présidente excuse les membres suivants : PIGEON M. ROBETTE-DELPUTTE F.,
VANDERKEL A. et MORCRETTE C.
Arrivée tardive de Monsieur Pierre POTTIEZ au point n°12.

1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 30 AVRIL 2012 – PARTIE PUBLIQUE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Approuve, par 15 voix pour et 1 abstention, le procès-verbal de la séance du 30 avril 2012 – partie publique.

2. FINANCES – SITUATION DE CAISSE AU 25 MAI 2012 - INFORMATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Prend connaissance de la situation de caisse au 25 mai 2012, à savoir : 1.959.554,20 €.

3. FABRIQUE D'EGLISE SAINT-MARTIN D'HERCHIES – COMPTE 2011 - AVIS

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le compte 2011 se clôture au montant de 32.713,32 € en recettes et 28.587,18 € en dépenses soit un excédent de 4.126,14 €. L'intervention communale est de 17.608,70 €.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 14 voix pour et 2 abstentions, sur le compte de l'exercice 2011 de la fabrique d'église Saint-Martin à Herchies.

4. FINANCES – FABRIQUE D’EGLISE SAINT-MARTIN D’HERCHIES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DE L’EXERCICE 2012 - APPROBATION

Monsieur EGELS, Echevin des Finances, présente la modification budgétaire n° 1 au budget 2012 de la Fabrique d’Eglise Saint-Martin dont la récapitulation est la suivante :

D’après le budget initial :	Recettes :	28.249,60
	Recettes en plus :	21.497,98
D’après le budget initial :	Dépenses :	28.249,60
	Dépenses en plus :	21.497,98
Nouveau Résultat :	Recettes :	49.747,58
	Dépenses :	49.747,58

Le supplément communal extraordinaire s’élève à 21.422,64 euros.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 14 voix pour et 2 abstentions, sur la modification budgétaire n° 1 au budget 2012 de la Fabrique d’Eglise Saint-Martin à Herchies.

5. FINANCES – FABRIQUE D’EGLISE SAINT-PIERRE A MASNUY-SAINT-PIERRE – COMPTE 2011 - AVIS

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le compte 2011 se clôture au montant de 13.974,13 € en recettes et 12.783,64 € en dépenses soit un excédent de 1.190,49 €. L’intervention communale est de 9.214,21 €.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 14 voix pour et 2 abstentions, sur le compte de l'exercice 2011 de la fabrique d'église Saint-Pierre à Masnuy-Saint-Pierre.

6. FINANCES – FABRIQUE D’EGLISE NOTRE DAME DE VACRESSE A HERCHIES – COMPTE 2011 - AVIS

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le compte 2011 se clôture au montant de 54.371,25 € en recettes et 31.895,73 € en dépenses soit un excédent de 22.475,52 €. L’intervention communale est de 32.111,23 €.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 14 voix pour et 2 abstentions, sur le compte de l'exercice 2011 de la fabrique d'église Notre Dame de Vacresse à Herchies.

**7. FINANCES – FABRIQUE D’EGLISE SAINT-JEAN DE MASNUY-SAINT-JEAN –
COMPTE 2011 - AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le compte 2011 se clôture au montant de 15.025,85 € en recettes et 10.703,69 € en dépenses soit un excédent de 4.322,16 €. L'intervention communale est de 8.763,86 €.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 14 voix pour et 2 abstentions, sur le compte de l'exercice 2011 de la fabrique d'église Saint-Jean à Masnuy-Saint-Jean.

**8. FINANCES – FABRIQUE D’EGLISE SAINT-ELOI DE JURBISE – COMPTE 2011
- AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le compte 2011 se clôture au montant de 37.000,10 € en recettes et 35.996,54 € en dépenses soit un excédent de 1.003,56 €. L'intervention communale à l'ordinaire s'élève à 14.985,68 € et à l'extraordinaire à 2.000,00€.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 14 voix pour et 2 abstentions, sur le compte de l'exercice 2011 de la fabrique d'église Saint-Eloi à Jurbise.

**9. FINANCES – FABRIQUE D’EGLISE SAINT-BARTHELEMY A ERBAUT –
COMPTE 2011 - AVIS**

Le compte 2011 se clôture au montant de 17.451,38 € en recettes et 12.219,09 € en dépenses soit un excédent de 5.232,29 €. L'intervention communale est de 11.099,61 €.

Monsieur Jean-Pierre EGELS ne prend pas part au vote.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 13 voix pour et 2 abstentions, sur le compte de l'exercice 2011 de la fabrique d'église Saint-Barthélemy à Erbaut.

**10. FINANCES – FABRIQUE D’EGLISE NOTRE DAME DU PERPETUEL
SECOURS A MASNUY-SAINT-JEAN – COMPTE 2011 - AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le compte 2011 se clôture au montant de 31.401,79 € en recettes et 14.598,50 € en dépenses soit un excédent de 16.803,29 €. L'intervention communale est de 7.321,03 €.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 14 voix pour et 2 abstentions, sur le compte de l'exercice 2011 de la fabrique d'église Saint-Jean à Masnuy-Saint-Jean.

**11. FINANCES – SYNODE DE L’EGLISE PROTESTANTE DE BAUDOUR-
HERCHIES – COMPTE 2011 - AVIS**

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le Compte 2010 se clôture au montant de 37.317,80 € en recettes et 40.583,51 € en dépenses soit un déficit de 3.265,71 €. L'intervention communale est de 6.839,89€.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable, par 14 voix pour et 2 abstentions, sur le compte de l'exercice 2011 du Synode de l'Eglise Protestante Unie de Baudour-Herchies.

**12. FINANCES – COMPTE COMMUNAL DES SERVICES ORDINAIRE ET
EXTRAORDINAIRE DE L’EXERCICE 2011 - APPROBATION**

Arrivée de Monsieur Pierre POTTIEZ.

Monsieur EGELS présente le dossier.

Le Compte communal de l'exercice 2011 se clôture aux montants suivants :

	Service ordinaire	Service extraordinaire
1. Droits constatés	10.947.703,86 €	4.576.069,24 €
Non-valeurs et irrécouvrables	112.629,00 €	0,00 €
Droits constatés nets	10.835.074,86 €	4.576.069,24 €
Engagements	10.327.792,32 €	4.390.390,14 €

Résultat budgétaire		
Positif	507.282,54 €	185.679,10 €
Négatif		
2. Engagements	10.327.792,32 €	4.390.390,14 €
Imputations comptables	9.755.830,67 €	2.208.936,27 €
Engagements à reporter	571.961,65 €	2.181.453,87 €
3. Droits constatés nets	10.835.074,86 €	4.576.069,24 €
Imputations	9.755.830,67 €	2.208.936,27 €
Résultat comptable		
Positif	1.079.244,19 €	2.367.132,97 €

La Présidente rend hommage à Monsieur Jean-Pierre EGELS, Echevin des Finances :

Mesdames,

Messieurs,

Avant d'entamer l'ordre du jour de ce conseil communal, je voudrais remercier notre Echevin des Finances qui, au terme de cette mandature, remettra son tablier scabinal.

Depuis que la Liste du Bourgmestre est aux commandes de la Commune, Jean-Pierre EGELS a effectué un travail remarquable, gérant les finances communales en bon père de famille, présentant un budget en équilibre, sans augmenter les taxes et sans donc toucher au portefeuille de nos concitoyens.

Gérer le département des finances n'est pas une sinécure. Pourtant, jamais Jean-Pierre ne s'est plaint des nombreuses missions qui lui ont été confiées. Avec le personnel communal affecté au Service Comptabilité, grâce à l'aide également des receveurs qui se sont succédés au cours de ces 12 dernières années, notre Echevin a réussi le pari de gérer ce département de manière optimale.

En épaulant Brigitte CULQUIN au niveau de la Culture, Jean-Pierre a aussi ravi les amateurs de thés dansants comme de folklore mondial.

Pendant ce dernier mandat, il a perdu son épouse. Cette perte a été un choc terrible pour lui. Malgré sa tristesse et ses ennuis de santé personnels, il a continué à exercer son mandat avec la même motivation.

Ce soir, je souhaiterais lui rendre un hommage particulier et vous demanderai de l'applaudir.

Monsieur MULLER, au nom du groupe CDH, apporte une note positive au Compte communal tant sur le fond que sur la forme, il recommande au Collège d'être vigilant au niveau des dépenses et préconise de favoriser les économies énergétiques.

Madame SENECAUT regrette le manque de pouvoir des communes sur l'intervention en matière de Police et de Service Incendie ainsi que la non indexation du Budget du CPAS.

Elle regrette enfin le manque de transparence des pièces justificatives au Compte portant sur les subventions octroyées aux sociétés et A.S.B.L.

La Présidente rétorque qu'en matière d'énergie le Collège envisage l'engagement

commun, avec une autre commune, d'un éco-conseiller, que la crèche d'Erbisoeul est un bâtiment passif et que le point 14 du présent Conseil aborde cette problématique. En matière de l'indexation du budget du C.P.A.S., elle fait remarquer que le Compte de celui-ci est en positif.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Emet un avis favorable par 14 voix pour et 3 abstentions sur le Compte Communal de l'exercice 2011 des services ordinaire et extraordinaire.

13. FINANCES – MODIFICATION BUDGETAIRE N°1 DES SERVICES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU BUDGET COMMUNAL DE L'EXERCICE 2012 - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Arrête par 13 voix pour et 4 abstentions la modification budgétaire n°1 du budget communal des services ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2012 aux chiffres suivants :

Service Ordinaire

Des recettes

D'après le budget initial	10.345.157,58
Augmentation de crédit(+)	638.938,74
Diminution de crédit(+)	-365.711,06
TOTAL GENERAL	10.618.385,26

Des dépenses

D'après le budget initial	10.333.109,67
Augmentation de crédit(+)	446.622,66
Diminution de crédit(+)	-174.760,91
TOTAL GENERAL	10.604.971,42

<i>Nouveau résultat</i>	13.413,84
--------------------------------	------------------

Service extraordinaire

Des recettes

D'après le budget initial	7.249.921,82
Augmentation de crédit(+)	2.132.447,45
Diminution de crédit(+)	-708.387,35
TOTAL GENERAL	8.673.981,92

Des dépenses

D'après le budget initial	6.757.401,59
Augmentation de crédit(+)	1.740.079,51

Diminution de crédit(+)
TOTAL GENERAL

8.497.481,10

Nouveau résultat

176.500,82

**14. JURIDIQUE – FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS D’EFFICACITE
ENERGETIQUE CONCERNANT LE PATRIMOINE IMMOBILIER DES
ASSOCIES COMMUNAUX DU SECTEUR PARTICIPATION III.B (IPFH) –
DECISION DE RECOURIR A L’IDEA DANS LE CADRE DE LA RELATION
« IN HOUSE » POUR LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS
D’EFFICACITE ENERGETIQUE DES BATIMENTS DU PATRIMOINE
IMMOBILIER DE LA COMMUNE - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu l’affiliation de la Commune de Jurbise au secteur participation III.B (IPFH) de l’intercommunale IDEA ;

Vu la circulaire du 13 juillet 2006 relative aux communes, provinces, régies communales et provinciales autonomes et intercommunales, CPAS et associations Chapitre XII de la Région wallonne, portant sur les relations contractuelles entre deux pouvoirs adjudicateurs ;

Vu l’évolution de la jurisprudence européenne (arrêt Asemfo, du 19 avril 2007, arrêt CODITEL de la CJCE du 13 novembre 2008 ; arrêt République Fédérale d’Allemagne de la CJCE du 9 juin 2009) et l’application de la législation sur les marchés publics ;

Considérant que l’IDEA n’a que des associés publics au capital ;

Considérant que l’IDEA exerce l’essentiel de son activité avec les communes associées ;

Vu que les délibérations des Assemblées Générales de l’IDEA approuvent la détermination des tarifs applicables dans le cadre de diverses prestations pour les communes associées à l’IDEA et vu la décision du Conseil d’Administration du 28 mars 2012 décidant de soumettre à l’Assemblée Générale de juin 2012 les missions et tarifs relatifs au financement des investissements d’efficacité énergétique concernant le patrimoine immobilier des associés communaux du secteur Participation III.B (IPFH) ;

Considérant qu’il existe entre la Commune et l’IDEA une relation « in house » ;

Considérant en effet que les critères tels que définis par la Cour européenne sont remplis ;

Considérant qu’en date du 25 janvier 2012, le Conseil d’Administration de l’IDEA a décidé d’approuver la proposition de financement des investissements d’efficacité énergétique relatifs aux bâtiments publics des associés communaux par le biais des fonds propres du sous-secteur III.B. détenus par ceux-ci selon les principes évoqués ci-après ;

Considérant que le contexte énergétique global de ces dernières années caractérisé par la hausse du coût des énergies et la volonté tant européenne que régionale d'améliorer la performance énergétique des bâtiments notamment publics en favorisant le développement durable combiné à la situation financière difficile des communes a conduit l'IDEA à proposer aux communes une proposition de financement des investissements d'efficacité énergétique sans impact de charges supplémentaires sur le budget communal ;

Considérant qu'IGRETEC, gestionnaire de la centrale d'achats à laquelle est affiliée IDEA dispose d'informations quant à la consommation énergétique des bâtiments publics de la zone IDEA ;

Considérant que l'IDEA propose qu'IGRETEC (ou les communes) lui ouvre l'accès au logiciel EMIS afin d'opérer la sélection des bâtiments publics communaux les plus énergivores de la zone IDEA via une analyse de consommation de ceux-ci, expertise propre à IGRETEC ;

Qu'une fois cette identification réalisée, l'IDEA réalisera pour ses communes, dans le cadre du « in house », le cadastre énergétique ainsi que l'audit du ou des bâtiments concernés ainsi que les études de préféabilité, l'identification des investissements prioritaires et leurs coûts ainsi que le bilan des économies d'énergie en découlant et la recherche des subsides y afférents ;

Considérant que sur base de ce dossier complet, les différents marchés publics seront lancés par l'IDEA dans le cadre du « in house ».

Considérant que le financement de cette opération se réalisera au travers des fonds propres du sous-secteur III.B. de l'IDEA (un schéma illustrant les différents flux financiers est présenté en annexe 1 et détaillé ci-après) ;

Considérant que concomitamment à la facturation par l'IDEA à la commune des frais d'études et des travaux et intérêts intercalaires, confiés via le in house, une réduction du pourcentage de libération du capital du sous-secteur III.B est opérée et le montant ainsi restitué à la commune servira à honorer la créance de l'IDEA relative à l'investissement énergétique concerné ;

Considérant que les années suivantes, l'associé procèdera à la libération progressive du capital remboursé, cette reconstitution annuelle étant calculée de façon à ne pas excéder 90 % des économies d'énergie engendrées pour les investissements réalisés ;

Que de la sorte, pendant la durée de reconstitution de la libération du capital à concurrence du montant de l'investissement sur des périodes oscillant de 5 à 7 ans, la commune bénéficie des économies d'énergie et consacre 90 % de cette économie au financement de l'investissement ;

Considérant qu'après reconstitution complète du capital, la commune bénéficiera financièrement de 100 % des économies d'énergie ;

Il est à noter qu'après réalisation de l'investissement d'efficacité énergétique et pendant toute la durée d'amortissement de celui-ci, un suivi des consommations sera réalisé ainsi qu'un benchmarking au travers de la Centrale d'Achat d'Energie.

Considérant que l'IDEA a proposé de consacrer aux investissements d'efficiences énergétiques 50 % des fonds propres du sous-secteur III.B ;

Considérant qu'il est proposé que ce type d'opération se limite, la première année, à un maximum de 1 ou 2 bâtiments par associé ;

Considérant donc que les dépenses engagées par l'IDEA et facturées à la Commune de Jurbise en concomitance d'une restitution du capital du sous-secteur III.B. n'induisent aucune mobilisation de moyens financiers pour la Commune mais que l'accès aux subsides lui est ouvert ;

Que l'enveloppe de la Commune de Jurbise et aujourd'hui estimée à 59.975 € sur base du tableau suivant :

Communes associées du sous-secteur III.B	Nombre de parts A Bis	Moyens mis à disposition pour les investissements énergétiques (en €)
Communes du Borinage		
BOUSSU	205.059	2.563.238
COLFONTAINE	223.978	2.799.725
DOUR	159.999	1.999.988
FRAMERIES	199.925	2.499.063
HENSIES	42.178	527.225
HONNELLES	35.998	449.975
JURBISE	4.798	59.975
MONS	803.431	10.042.888
QUAREGNON	195.314	2.441.425
QUEVY	58.369	729.613
QUIEVRAIN	64.171	802.138
SAINT-GHISLAIN	135.483	1.693.538
Communes du Centre		
ANDERLUES	115.858	1.448.225
BINCHE	385.511	4.818.888
BRAINE-LE-COMTE	84.266	1.053.325
CHAPELLE-LEZ-HERLAIMONT	167.603	2.095.038
ESTINNES	35.634	445.425
LA LOUVIERE	1.205.455	15.068.188
LE ROEULX	65.559	819.488
MANAGE	297.093	3.713.663
MORLANWELZ	216.580	2.707.250
SENEFFE	81.307	1.016.338
SOIGNIES	103.657	1.295.713
TOTAL	4.887.226	61.090.325

Qu'afin de mettre en œuvre ce projet de financement, le Conseil d'Administration du 28 mars a décidé d'approuver la procédure à suivre par les communes, les missions et les tarifs applicables à celles-ci ;

Considérant que l'approbation de ces tarifs fera l'objet d'un point à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale de l'IDEA du 28 juin 2012 ;

Sur proposition du Collège communal ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1er

De confier à l'IDEA la mission de mise en œuvre de solutions d'efficacité énergétique des bâtiments du patrimoine communal et ce, conformément à l'objet social du secteur participation III.B (IPFH) de l'intercommunale IDEA en la désignant pour les missions suivantes :

- 1) Sélection des bâtiments publics et analyse de consommation
- 2) Audit du bâtiment classé premier lors du cadastre
- 3) Mission d'auteur de projet
 - 3.1 Etude de préféabilité et calcul économique du bâtiment audité
 - 3.2 Etablissement du projet
 - 3.3 Etablissement du dossier définitif de mise en concurrence
 - 3.4 Ouverture et analyse des candidatures et des offres
 - 3.5 Préparation des dossiers de demandes de subsides pour être introduits par les Villes et Communes
- 4) Direction des travaux
- 5) Mission de surveillance des travaux
- 6) Suivi et évaluation des consommations/Bilan des économies d'énergie.

Les tarifs y relatifs seront soumis à l'Assemblée Générale de l'IDEA de juin 2012.

De mandater à cette fin l'IDEA pour accéder pour compte de la commune aux vues du logiciel Emis3 et de fournir les codes utiles à l'IDEA.

Article 2

De charger le Collège communal de fournir à l'IDEA tous les audits réalisés, toutes les données techniques et toute information concernant une option de vente, relatives aux bâtiments de la Commune.

Article 3

De charger le Collège communal en exécution de la présente de choisir les bâtiments qui feront l'objet de l'investissement sur base de la liste des bâtiments les plus énergivores qui sera communiquée par l'IDEA afin qu'elle puisse réaliser la mission lui confiée sur ce bâtiment.

Article 4

De transmettre un exemplaire de la présente délibération à l'IDEA pour disposition et à Monsieur le Receveur communal pour information.

15. JURIDIQUE – PLAN DE COHESION SOCIALE – RAPPORTS D'ACTIVITE ET FINANCIER 2011 ET FORMULAIRES D'EVALUATION DU PCS DE JURBISE – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu que le Collège communal, en sa séance du 12 Janvier 2009, a décidé de faire participer la Commune de Jurbise à l'appel à projet du Gouvernement Wallon relatif à la mise en place d'un Plan de Cohésion Sociale;

Vu le Décret du 06 Novembre 2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie;

Vu le Décret du 06 Novembre 2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Vu l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 12 Décembre 2008 portant exécution du décret du 06/11/2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie;

Vu l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 12 Décembre 2008 portant exécution du décret du 06/11/2008 relatif au Plan de Cohésion Sociale dans les villes et communes de Wallonie, pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Vu l'approbation par le Conseil communal, en sa séance du 22 Septembre 2009, du formulaire relatif au projet de Plan de Cohésion Sociale 2009-2013;

Vu l'acceptation par le Gouvernement wallon, par un courrier du 16 Décembre 2009, du Plan de Cohésion Sociale de la Commune de Jurbise ;

Vu la nécessité de renvoyer, pour le 30 juin 2012, au SPW – Direction interdépartementale de la Cohésion sociale – Secrétariat général, Place Joséphine Charlotte 2 à 5100 Jambes, le rapport d'activité 2011 ainsi que le rapport portant sur les prévisions budgétaires pour l'année 2012 et les formulaires d'évaluation du Plan depuis sa mise en place en 2009 ;

Vu la nécessité de renvoyer, pour le 30 juin 2012, au SPW – Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé – Direction de l'Action sociale, Avenue Bovesse 100 à 5100 Jambes, le rapport financier 2011 accompagné de la balance des recettes et dépenses ;

Vu le procès-verbal de réunion du 7 juin 2012 de la Commission locale d'accompagnement ;

DECIDE, à l'unanimité

Article 1er. – D'approuver le rapport d'activité 2011, le rapport financier 2011 ainsi que le rapport portant sur les prévisions budgétaires 2012 et les formulaires d'évaluation.

Article 2. – De faire parvenir au SPW, pour le 30 juin 2012 au plus tard, un exemplaire de la présente délibération ainsi que les rapports susmentionnés.

**16. JURIDIQUE – « PLAN MARSHALL 2. VERT » - SITES A REAMENAGER
(BRIQUETERIE DE JURBISE) : DESIGNATION DE L'INTERCOMMUNALE
IDEA VIA LA RELATION « IN HOUSE » EN TANT QU'AUTEUR DE PROJET
(PROCEDURE DE RECONNAISSANCE S.A.R., ETUDE, COORDINATION ET
SUIVI) - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Attendu que la commune de Jurbise a introduit, le 20 juin 2011, une fiche projet auprès du SPW – DG04 dans le but de répondre à l'appel à candidatures émis par le SPW, et portant sur la réhabilitation de l'ancienne fabrique de briques en parking ;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 19 avril 2012 fixant la deuxième liste de sites à réaménager, à financer dans le cadre de l'action IV.2.B « Réhabiliter les sites à réaménager » du Plan Marshall 2. Vert ;

Considérant que, dans un courrier du 27 avril 2012, le SPW-DG04 a informé la Commune de Jurbise que l'opération de réaménagement du site MB 168 dit « Briqueterie » avait été reprise dans cette liste, pour un montant prévisionnel de 525.000 euros ;

Attendu que par un courrier du 7 mai 2012, le SPW a informé la Commune qu'il était désormais indispensable d'initier une procédure de reconnaissance SAR, invitant également les autorités communales à débiter, en parallèle, les démarches nécessaires pour la réalisation des diverses études indispensables pour la concrétisation du projet communal ;

Vu la circulaire du 13 juillet 2006 relative aux communes, provinces, régions communales et provinciales autonomes et intercommunales, CPAS et associations Chapitre XII de la Région wallonne, portant sur les relations contractuelles entre deux pouvoirs adjudicateurs ;

Vu l'évolution de la jurisprudence européenne (arrêt Asemfo, du 19 avril 2007, vu l'arrêt CODITEL de la CJCE du 13 novembre 2008 ; vu l'arrêt République Fédérale d'Allemagne de la CJCE du 9 juin 2009) et l'application de la législation sur les marchés publics ;

Considérant que l'IDEA n'a que des associés publics au capital ;

Considérant que l'IDEA exerce l'essentiel de son activité avec les communes associées ;

Vu que les délibérations des Assemblées Générales de l'IDEA des 24 juin 2009, 16 décembre 2009, 23 juin 2010, 22 décembre 2010, 23 juin 2011 et 22 décembre 2011 approuvent la détermination des tarifs applicables dans le cadre de diverses prestations pour les communes associées à l'IDEA ;

Considérant qu'il existe entre la Ville et l'IDEA une relation « in house » ;

Considérant en effet que les critères tels que définis par la Cour européenne sont remplis ;

Attendu qu'il est par conséquent proposer au Conseil communal de désigner l'IDEA pour la réalisation des prestations suivantes :

- élaboration du dossier de reconnaissance de SAR ;
- auteur de projet ;
- surveillance de chantier ;
- coordination.

Attendu que chacune de ces prestations sera réalisée en totale coordination avec les représentants de la Commune, qu'il s'agisse de l'orientation à donner au dossier de reconnaissance SAR ou de l'étude et du suivi du projet de réhabilitation en tant que tel ;

Décide : à l'unanimité

Article 1er. - De désigner l'IDEA pour les prestations :

- élaboration du dossier de reconnaissance de SAR ;
- auteur de projet ;
- surveillance de chantier ;
- coordination.

aux conditions reprises dans les décisions des Assemblées Générales de l'IDEA des 24 juin 2009, 16 décembre 2009, 23 juin 2010, 22 décembre 2010, 23 juin 2011 et 22 décembre 2011, ainsi que dans la décision du Conseil d'Administration du 23 mai 2012.

Un tableau récapitulatif des prestations est repris en annexe de la présente délibération, ainsi que la proposition de mission relative à la reconnaissance SAR.

Article 2. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à l'Intercommunale IDEA pour disposition ainsi qu'à Monsieur le Receveur communal pour information.

17. JURIDIQUE – SITE A REAMENAGER (SAR) – BRIQUETERIE DE JURBISE (MB168) : MANDAT ACCORDE AU COLLEGE COMMUNAL POUR L'INTRODUCTION OFFICIELLE D'UNE DEMANDE DE SAR AUPRES DU SPW - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 19 avril dernier fixant la deuxième liste de sites à réaménager à financer dans le cadre de l'action IV.2.B « Réhabiliter les sites à réaménager » du Plan Marshall 2. Vert ;

Considérant que l'opération de réaménagement du site MB 168 dit « Briqueterie » présentée par la Commune a été reprise dans cette liste, pour un montant prévisionnel de 525.000 euros ;

Attendu qu'au cours d'une séance d'information organisée par le SPW-DG04 le 7 mai 2012, l'accent a été mis sur l'absolue nécessité de non seulement concrétiser mais aussi finaliser (tant sur un plan technique que financier) les travaux de réhabilitation pour la fin du troisième trimestre 2014 ;

Attendu que l'urgence imposée par le SPW-DG04 se justifie notamment par le mode de financement organisé, les nombreuses démarches administratives indispensables à la concrétisation du dossier, l'ampleur du travail à réaliser sur certains des sites retenus et le nombre non négligeable de sites retenus par le SPW ;

Considérant notamment la nécessité d'obtenir la reconnaissance SAR afin de pouvoir prétendre aux subsides promis ;

Considérant la décision du Conseil communal de désigner l'IDEA pour les prestations d'élaboration du dossier de reconnaissance SAR, d'auteur de projet, de surveillance de chantier et de coordination aux conditions reprises dans les décisions des Assemblées Générales de l'IDEA des 24 juin 2009, 16 décembre 2009, 23 juin 2010, 22 décembre 2010, 23 juin 2011 et 22 décembre 2011, ainsi que dans la décision du Conseil d'Administration du 23 mai 2012 ;

Attendu qu'il est désormais nécessaire d'introduire formellement auprès de l'Administration régionale une demande officielle de reconnaissance du site ;

Considérant que, vu la période de prudence recommandée par Monsieur Paul Furlan, Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville, à travers une circulaire adressée aux communes ce 28 mars dernier, il est proposé de mandater expressément le Collège communal pour l'introduction officielle et formelle de cette demande auprès de l'Administration régionale ;

Décide : à l'unanimité :

Article 1er. - De marquer son accord sur l'introduction d'une demande officielle de reconnaissance du site MB 168 dit « Briqueterie » auprès de l'Administration régionale.

Article 2. - De mandater le Collège communal afin d'introduire officiellement et formellement cette demande de site à réaménager pour le site MB 168 dit « Briqueterie ».

Article 3. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération au SPW-DG04 et à l'Intercommunale IDEA pour disposition, ainsi qu'à Monsieur le Receveur communal pour information.

18. JURIDIQUE – MP 2012-21-SG RELATIF A LA FOURNITURE ET PLACEMENT D'ETHYLOTESTS ANTIDEMARRAGE SUR DES VEHICULES COMMUNAUX – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CAHIER SPECIAL DES CHARGES - APPROBATION

Madame SENECAUT demande s'il existe un précédent en matière d'alcoolémie.

La Présidente répond négativement et signale que quelques explications seront données à ce sujet en huis-clos.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2012-21-SG relatif au marché "Fourniture et placement d'éthylotests antidémarrage sur des véhicules communaux" établi par le Service Juridique;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 12.000,00 € hors TVA ou 14.520,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit en modification budgétaire n°1 de l'exercice extraordinaire du budget 2012 ;

DECIDE, avec 14 voix pour et 3 abstentions :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2012-21-SG et le montant estimé du marché "Fourniture et placement d'éthylotests antidémarrage sur des véhicules communaux", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 12.000,00 € hors TVA ou 14.520,00 €, 21% TVA comprise.

- Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.
- Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit en modification budgétaire n°1 de l'exercice extraordinaire du budget 2012 .
- Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.
-

19. JURIDIQUE – SIGNATURE DU SERMENT DE JUMELAGE ENTRE LES COMMUNES DE JURBISE ET LISTRAC-MEDOC - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le projet développé conjointement par les communes de Jurbise et de Listrac-Médoc, portant sur la concrétisation d'un jumelage entre les deux communes ;

Attendu qu'il a été décidé d'introduire un dossier de jumelage auprès de la Direction générale Education et Culture – EACEA de l'Union Européenne, dossier destiné à inscrire la démarche du jumelage dans l'esprit et la philosophie de l'intégration européenne et de la défense des valeurs de l'unité européenne ;

Attendu qu'en coordination avec la commune de Listrac-Médoc, une demande de subsides auprès de l'Union Européenne accompagnera le dossier de jumelage, et des comités de jumelage reposant sur les citoyens des communes de Jurbise et Listrac-Médoc ont été constitués afin de participer activement à la concrétisation du jumelage ;

Considérant qu'il convient désormais, afin d'officialiser l'élaboration du jumelage entre Jurbise et Listrac-Médoc et d'initier le développement de liens durables entre elles, de conclure un serment de jumelage entre les deux communes ;

Décide , à l'unanimité :

- Article unique** - D'approuver la signature du serment de jumelage entre les Communes de Jurbise et Listrac-Médoc.
-

20. SECRETARIAT – INTERCOMMUNALE IMIO – APPROBATION PAR LES AUTORITES DE TUTELLE DE LA DELIBERATION DU 20 MARS 2012 – INFORMATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Est informé de l'approbation par les autorités de tutelle de la délibération du 20 mars 2012 relative à l'intercommunale IMIO.

21. SECRETARIAT – INTERCOMMUNALE IMIO – DESIGNATION DE CINQ DELEGUES AUPRES DE L'ASSEMBLEE GENERALE - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu l'article 162, alinéa 4, de la Constitution,

Vu l'article 6, § 1^{er}, VIII, 8°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1512-3 et L1523-1 et suivants,

Considérant la création de l'intercommunale de mutualisation en matière informatique et organisationnelle, en abrégé IMIO srl,

Vu les statuts de l'Intercommunale de mutualisation en matière informatique et organisationnelle IMIO,

Vu la délibération du 20 mars 2012 du Conseil communal approuvant la prise de participation de la Commune dans IMIO ;

Vu l'Arrêté ministériel du 26 avril 2012, approuvant la délibération du 20 mars 2012 du Conseil communal ;

Attendu qu'il convient de désigner les 5 membres du Conseil communal qui représenteront la Commune de Jurbise auprès de l'Assemblée générale

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er} – De désigner les conseillers communaux suivants comme délégués auprès de l'Assemblée générale d'IMIO :

Pour le groupe L.B. :

1. Guy DUBOIS
2. Dominique MICHEL
3. Brigitte DESMET-CULQUIN

Pour le groupe P.S. :

4. Manuella SENECAUT
5. Isabelle DELHAYE-DEBAUQUE

Article 2. – De transmettre un exemplaire de la présente délibération à l'Intercommunale IMIO pour disposition.

22. SECRETARIAT – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE L'INTERCOMMUNALE H.Y.G.E.A. DU 28 JUIN 2012 - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale Hygea ;

Considérant que la Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 25 mai 2012 ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale Hygea du 28 juin 2012 ;

Que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'Hygea ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux Administrateurs et aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause ;

- **Considérant** que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur le rapport d'activités du Conseil d'Administration Hygea pour l'exercice 2011 ;

Considérant qu'en date du 24 mai 2012, le Conseil d'Administration Hygea a approuvé le projet de rapport d'activités et qu'un courrier a été adressé à tous les conseillers communaux les informant que le projet de rapport d'activités est disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du décret du 19 juillet 2006 relatif aux modes de coopération entre communes ;

- **Considérant** que les **deuxième, troisième et quatrième points** inscrits à l'ordre du jour portent sur la présentation et l'approbation du Bilan et du compte de Résultats et sur le rapport du Réviseur;

Considérant que le Conseil communal a pris connaissance de l'ensemble des documents relatifs aux Bilans et aux comptes de Résultats 2011 et qu'un courrier a été adressé à tous les conseillers communaux les informant que ces documents sont disponibles sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du décret du 19 juillet 2006 relatif aux modes de coopération entre communes ;

- **Considérant** que le **cinquième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la décharge à donner aux Administrateurs et au Réviseur ;

Qu'en effet, conformément à l'article 34 § 4 des statuts de l'Hygea, l'Assemblée Générale est invitée à donner, par un vote spécial, décharge de leur mission pour l'exercice 2011, aux Administrateurs et au Réviseur ;

- **Considérant** que le **sixième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la fixation du jeton de présence des administrateurs et des émoluments ;

Considérant que le Comité de Rémunération d'Hygea, en date du 26 janvier 2012, a recommandé sur base de l'application des critères du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, à savoir :

Le critère de la population qui donne un score de 1 étant donné que la population desservie est de plus de 450.000, à savoir 480.916 habitants au 01/01/2010 (données INS les plus récentes).

Le critère du chiffre d'affaires qui donne un score de 0,5 le chiffre d'affaires étant de \pm 12.000.000 €.

Le critère du personnel qui donne un score de 1 étant donné que l'HYGEA emploie plus de 250 personnes, à savoir 373.

Le score pour l'HYGEA est donc de 2,5 et l'HYGEA peut appliquer le plafond 4, à savoir 17.854 € à l'indice pivot 138,01 au 1^{er} janvier 1990.

Ces indemnités sont fixées comme suit :

Président : 17.854,59 € à l'indice pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990 et pour chacun des Vice-Présidents 25 % de ce montant.

Cette indemnité sera fixée pour les Vice-Président à 60 % si chacun d'eux est Président d'un Comité de gestion de secteur.

La rétribution inclut le montant des jetons de présence perçus.

Le jeton de présence est fixé à 150 € sur base du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Considérant que le Comité de Rémunération d'Hygea, réuni en séance du 24 mai 2012, a décidé de recommander à l'Assemblée Générale l'octroi d'un émolument pour le Secrétaire du Conseil d'Administration équivalant à 60 % de la rémunération du Président.

DECIDE à l'unanimité :

Article 1er :

- d'approuver le rapport d'activités Hygea 2011.

Article 2 :

- d'approuver les comptes 2011.

Article 3 :

- de donner décharge aux Administrateurs et au Réviseur pour l'accomplissement de leur mission au cours de l'exercice 2011.

Article 4 :

- de fixer le jeton de présence à 150 € ;
- de fixer les émoluments du Président et des Vice-Présidents comme suit :
 - Président : 17.854,59 € à l'indice pivot 138,01 du 1^{er} janvier 1990 pour chacun des Vice-Présidents 25 % de ce montant.
 - Cette indemnité sera fixée pour le Secrétaire du Conseil d'Administration à 60 % ainsi que pour les Vice-Présidents si chacun d'eux est Président d'un Comité de gestion de secteur.

**23. SECRETARIAT – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE
L'INTERCOMMUNALE I.D.E.T.A. DU 27 JUIN 2012 - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IDETA;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal désignés lors du Conseil Communale du 27 juin 2007;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée générale Ordinaire de l'Agence Intercommunale IDETA le 27 juin 2012;

Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise reçue par courrier recommandé;

Vu l'ordre du jour de l'Assemblée générale, à savoir :

1. Approbation du Rapport d'activités 2011
2. Approbation des Comptes 2011
3. Approbation du Rapport du Commissaire-Réviseur
4. Décharge aux administrateurs
5. Décharge au Commissaire-Réviseur
6. Prise de participations
7. Divers

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal, les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA;

DECIDE à l'unanimité :

Article 1^{er} :

- D'approuver le point n° 1 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA Approbation du Rapport d'activités 2011 ;
- D'approuver le point n° 2 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA Approbation des Comptes 2011 ;
- D'approuver le point n° 3 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA Rapport du Commissaire-Réviseur ;
- D'approuver le point n° 4 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA Décharge aux administrateurs - Point d'information
- D'approuver le point n° 5 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA Décharge au Commissaire-Réviseur ;
- D'approuver le point n° 6 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA Prise de participations ;

- D'approuver le point n° 7 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'Agence Intercommunale IDETA Divers.

Article 2 :

Les délégués représentant la Commune de Jurbise, désignés par le Conseil Communal du 27 juin 2007, seront chargés lors de l'Assemblée générale du mercredi 27 juin 2012, de se conformer à la volonté exprimée par la présente assemblée

Article 3

La présente résolution sera transmise pour information à Monsieur le Président de l'Agence Intercommunale IDETA, à Monsieur le Receveur) Communal ainsi qu'au département administratif

24. SECRETARIAT – ASSEMBLEE GENERALE DE L'INTERCOMMUNALE I.D.E.A. DU 28 JUIN 2012 - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le décret du 19 juillet 2006 modifiant le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IDEA ;

Considérant que la Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 25 mai 2012 ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale IDEA du 28 juin 2012 ;

Que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'IDEA ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux Administrateurs et aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause ;

- **Considérant** que le **premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur le rapport d'activités du Conseil d'Administration pour l'exercice 2011 ;

Considérant qu'en date du 23 mai 2012, le Conseil d'Administration a approuvé le projet de rapport d'activités et qu'un courrier a été adressé à tous les conseillers communaux les informant que le projet de rapport d'activités est disponible sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du décret du 19 juillet 2006 relatif aux modes de coopération entre communes ;

- **Considérant** que les **deuxième, troisième et quatrième points** inscrits à l'ordre du jour portent sur la présentation et l'approbation du Bilan et du compte de Résultats et sur le rapport du Réviseur;

Considérant que le Conseil communal a pris connaissance de l'ensemble des documents relatifs aux Bilans et aux comptes de Résultats 2011 et qu'un courrier a été adressé à tous les conseillers communaux les informant que ces documents sont disponibles sur simple demande 30 jours avant l'Assemblée Générale, conformément aux dispositions L1523-23 et 1523-13 du décret du 19 juillet 2006 relatif aux modes de coopération entre communes ;

- **Considérant** que le **cinquième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur la décharge à donner aux Administrateurs et au Réviseur ;

Qu'en effet, conformément à l'article 23 des statuts de l'IDEA, l'Assemblée Générale est invitée à donner, par un vote spécial, décharge de leur mission pour l'exercice 2011, aux Administrateurs et au Réviseur ;

- **Considérant** que le **sixième point** porte sur la décision de principe de modifier les statuts d'IDEA et particulièrement l'objet social, article 3, lors de l'Assemblée Générale de décembre 2012 afin de mettre l'objet social relatif à la Propreté Publique dans la continuité des procédures de scission et fusion en cohérence avec l'objet social d'HYGEA et d'IPALLE, partenaires d'IDEA dans le Secteur Déchets ;

- **Considérant** le que **septième point** porte sur une modification de la composition du Conseil d'Administration ;

Qu'en date du 29 février 2012, le Conseil d'Administration de l'IDEA a acté la désignation de Monsieur Vincent LOISEAU en tant qu'Administrateur IDEA en lieu et place de Monsieur Carlo DI ANTONIO ;

Qu'en date du 25 avril 2012, le Conseil d'Administration de l'IDEA a acté la démission de ses fonctions d'Administrateur IDEA de Monsieur Pascal ANTHONISSENS, représentant de Belfius Banque & Assurances ;

Qu'en date du 23 mai 2012, le Conseil d'Administration de l'IDEA a acté la désignation de Monsieur Marc WINDERS, représentant de Belfius Banque & Assurances en tant qu'Administrateur IDEA en lieu et place de Monsieur Pascal ANTHONISSENS ;

- **Considérant** que le huitième point inscrit à l'ordre du jour porte sur le financement des investissements d'efficacité énergétique concernant le patrimoine immobilier des associés communaux du secteur Participations III.B associés à la Centrale d'Achat d'Energie (IPFH) et plus particulièrement sur l'approbation de la procédure à suivre et l'approbation des missions et des tarifs ;

Considérant que le Conseil d'Administration IDEA du 23 mai 2012 a approuvé la procédure à suivre par les communes intéressées et les missions et tarifs ;

Considérant que l'approbation de la procédure et des tarifs ne conditionne pas l'inscription de la commune à cette opération, une délibération spécifique du Conseil communal devant intervenir sur ce point.

- **Considérant** que le neuvième point inscrit à l'ordre du jour porte sur la détermination des tarifs applicables dans le cadre de diverses prestations pour les communes associées à l'IDEA et plus particulièrement sur la structuration de l'ensemble des tarifs ;

Considérant que le Conseil d'Administration IDEA du 23 mai 2012 a approuvé la modification de la structuration par discipline et/ou service ainsi que le tableau des tarifs reprenant la nouvelle structure et joint dans les annexes à la note préliminaire envoyée aux communes.

- **Considérant** que le dixième point inscrit à l'ordre du jour porte sur la détermination des tarifs applicables dans le cadre de diverses prestations pour les communes associées à l'IDEA – Livre B - Bureau d'Etudes et Réalisation – Prestations de géomètre ;

Considérant que le Conseil d'Administration IDEA du 23 mai 2012 a approuvé les tarifs applicables dans le cadre des prestations de géomètre pour les communes associées à savoir, les missions de levés topographiques et les missions de relevé des bâtiments reprises dans la note préliminaire envoyée aux communes associées.

- **Considérant** que le onzième point inscrit à l'ordre du jour porte sur la détermination des tarifs applicables dans le cadre de diverses prestations pour les communes associées à l'IDEA – Livre C - Mission d'audit énergétique, Etude de préféabilité, Cadastre énergétique, Campagne de mesure, Etude thermographique, Etude de faisabilité PEB, mission de Responsable PEB ;

Considérant que le Conseil d'Administration IDEA du 23 mai 2012 a approuvé les nouveaux tarifs du livre C repris dans la note préliminaire envoyée aux communes associées.

- **Considérant** que le douzième point inscrit à l'ordre du jour porte sur la détermination des tarifs applicables dans le cadre de diverses prestations pour les communes associées – Livre D - Aménagement du Territoire et Urbanisme - Missions d'établissement des dossiers d'acquisition des emprises, de locations et autres transactions – Tarif complémentaire

Considérant que le Conseil d'Administration IDEA du 23 mai 2012 a approuvé les tarifs complémentaires, à savoir, compléter les conditions et tarifs relatifs à la réalisation d'un

plan de bornage contradictoire et aux négociations tels que repris dans la note préliminaire envoyée aux communes associées.

- **Considérant** que le **treizième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'affiliation des CPAS au secteur historique de l'Intercommunale IDEA (en fonction des demandes des CPAS des communes associées à l'Intercommunale IDEA) ;

Considérant qu'en date du 25 avril 2012, le Conseil d'Administration a décidé d'adresser un courrier aux CPAS des communes affiliées à l'IDEA en vue de leur proposer une affiliation aux conditions suivantes : souscription et libération d'une part A du Secteur Historique d'une valeur de 25 € et qu'en cas de réponse positive des CPAS des communes associées, de soumettre ce point à l'Assemblée Générale de 28 juin 2012.

DECIDE à l'unanimité :

Article 1er :

- d'approuver le rapport d'activités 2011.

Article 2 :

- d'approuver les comptes 2011.

Article 3 :

- de donner décharge aux Administrateurs et au Réviseur pour l'accomplissement de leur mission au cours de l'exercice 2011.

Article 4 :

- d'approuver le principe de la modification de l'article 3 : objet social lors de l'Assemblée Générale de décembre 2012.

Article 5 :

- d'approuver la modification de la composition du Conseil d'Administration, à savoir :
 - la désignation de Monsieur Vincent LOISEAU pour succéder à Monsieur Carlo DI ANTONIO en tant qu'Administrateur ;
 - la désignation de Monsieur Marc WINDERS pour succéder à Monsieur Pascal ANTHONISSENS en tant qu'Administrateur.

Article 6 :

- d'approuver la procédure à suivre par les communes intéressées ;
- d'approuver les missions et les tarifs y relatifs.

Article 7 :

- d'approuver la modification de la structure de l'ensemble des tarifs par discipline et/ou service ;
- d'approuver le tableau des tarifs y relatifs qui reprend la nouvelle structure.

Article 8 :

- d'approuver les tarifs du livre B applicables dans le cadre des prestations de géomètre pour les communes associées à l'IDEA, à savoir, les missions de levés topographiques et les missions de relevé des bâtiments.

Article 9 :

- d'approuver les nouveaux tarifs du livre C.

Article 10 :

- de compléter dans le livre D les conditions et tarifs relatifs à la réalisation d'un plan de bornage contradictoire et aux négociations.

Article 11 :

- d'approuver l'affiliation au secteur historique de l'Intercommunale IDEA des CPAS intéressés.

**25. SECRETARIAT - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE
L'INTERCOMMUNALE C.I.S.C.M. DU 27 JUIN 2012 - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Commune de Jurbise à l'Intercommunale C.I.S.C.M.;

Considérant les dispositions du Code de la Démocratie locale;

Considérant que la Commune de Jurbise doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

- qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'assemblée générale de l'intercommunale C.I.S.C.M. du 27 juin 2012
- que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;
- qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal le point de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale C.I.S.C.M.;

Décide à l'unanimité d'approuver :

Article 1^{er} :

- Présentation du rapport d'activités ;
- Présentation des comptes annuels pour l'exercice 2010 et 2011 ;
- Rapport du réviseur ;
- Décharge à donner aux Administrateurs, aux commissaires et au commissaire réviseur pour l'exercice social écoulé.
- Honoraires des médecins rémunérés à la prestation – décision.

- Approbation du procès-verbal de la présente séance.

Article 2 :

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 12/06/2012.

Article 3

- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale C.I.S.C.M.
- au Gouvernement provincial.
- au Ministre Régional de tutelle sur les Intercommunales.

26. SECRETARIAT – ASSEMBLEE GENERALE DE L'INTERCOMMUNALE I.G.R.E.T.E.C. DU 29 JUIN 2012 - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale I.G.R.E.T.E.C. ;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'Assemblée générale ordinaire de l'I.G.R.E.T.E.C. du 29/06/2012 ;

que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points essentiels de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points 1,3, 4, 5, 6 et 7 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'I.G.R.E.T.E.C. ;

DECIDE à l'unanimité d'approuver:

- * le point 1 de l'ordre du jour, à savoir :
Affiliations / Administrateurs

- * le point 3 de l'ordre du jour, à savoir :
Approbation des comptes annuels consolidés arrêtés au 31/12/2011
- * le point 4 de l'ordre du jour, à savoir :
Décharge à donner aux membres du CA et du collège des contrôleurs aux comptes pour l'exercice 2011
- * le point 5 de l'ordre du jour, à savoir :
Participation d'Igretec à la création d'une Ressourcerie
- * le point 6 de l'ordre du jour, à savoir :
Participation d'Igretec à la création d'une SCRL de Coworking
- * le point 7 de l'ordre du jour, à savoir :
In House – Tarification de nouveaux métiers

Le Conseil décide,

- de charger ses délégués à cette Assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal en sa séance du 12/06/2012 ;
- de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise:

- à l'Intercommunale IGRETEC,
boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI
pour le 26/06/2012 au plus tard ;
- au Gouvernement Provincial ;
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

**27. SECRETARIAT – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE
L'INTERCOMMUNALE I.P.F.H. DU 29 JUIN 2012 - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la commune à l'Intercommunale I.P.F.H. ;

Considérant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la commune/ville doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune/ville à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.P.F.H. du 29 juin 2012 ;

Que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil communal les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale I.P.F.H.

DECIDE à l'unanimité d'approuver:

Article 1^{er} :

- le point 2°) de l'ordre du jour, à savoir :
Comptes annuels consolidés au 31 décembre 2011 ;
- le point 3°) de l'ordre du jour, à savoir :
Décharge à donner aux membres du conseil d'administration et au réviseur pour l'exercice de leur mandat au cours de l'exercice 2011 ;

Article 2 :

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal en sa séance du 12/06/2012 ;
- de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGRETEC, gestionnaire de l'Intercommunale I.P.F.H. (boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI), comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'Assemblée générale, soit **pour le 21 juin 2012 ;**
- au Gouvernement Provincial ;
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

**28. SECRETARIAT – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE
L'INTERCOMMUNALE I.G.H. DU 25 JUIN 2012 - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL

Considérant l'affiliation de la commune à l'intercommunale I.G.H.;

Considérant les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la commune doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune/ville à l'Assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.G.H. du 25 juin 2012 ;

que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points 2 et 3 de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil communal les points 2 et 3 de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'intercommunale I.G.H.

DECIDE à l'unanimité d'approuver :

➤ Le point 2°) de l'ordre du jour, à savoir :

Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2011 et de affectation du résultat ;

➤ le point 3°) de l'ordre du jour, à savoir :

Décharge aux administrateurs et contrôleur aux comptes pour l'année 2011 ;

Le Conseil décide,

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 12/06/2012;
- de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IGH, Boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI), comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale, soit pour le 18 juin 2012.

**29. SECRETARIAT – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE
L'INTERCOMMUNALE I.E.H. DU 25 JUIN 2012 - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la commune à l'Intercommunale I.E.H.;

Considérant les dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Considérant que la commune doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal ;

qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune/ville à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale I.E.H. du 25 juin 2012 ;

que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points 2 et 3 de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points 2 et 3 de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale I.E.H.

DECIDE à l'unanimité d'approuver :

- le point 2°) de l'ordre du jour, à savoir :
Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2011 et affectation du résultat;
- le point 3°) de l'ordre du jour, à savoir :
Décharge aux administrateurs et contrôleur aux comptes pour l'année 2011 ;

Le Conseil décide,

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 12/06/2012.....;
- de charger le Collège communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale IEH, Boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI), comme le prévoit les statuts, au plus tard cinq jours ouvrables avant la date de l'assemblée générale, soit pour le 18 juin 2012;

30. SECRETARIAT – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DE LA SOCIETE COOPERATIVE CHU AMBROISE PARE DU 28 JUIN 2012 - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Considérant l'affiliation de la commune de Jurbise à l'Intercommunale CHU Ambroise Paré;

Considérant les dispositions du Code de la Démocratie locale;

Considérant que la commune de Jurbise doit, désormais, être représentée à l'assemblée générale de l'intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil Communal;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre commune à l'assemblée générale ordinaire de l'intercommunale CHU Ambroise Paré du 28 juin 2012;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil Communal les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'intercommunale CHU Ambroise Paré;

Décide à l'unanimité :

Article 1^{er} :

- Le procès-verbal de la séance du 22 décembre 2011;
- Le rapport annuel de gestion – année 2011;
- La présentation des comptes relatifs à l'exercice 2011;
- Le rapport du Commissaire – Réviseur;
- Le rapport du Collège des Contrôleurs;
- Approbation des comptes 2011;
- La décharge aux Administrateurs, aux membres du Collège des Contrôleurs et au Commissaire-Réviseur;
- Désignation du Docteur Michèle BRASSEUR, en qualité d'Administrateur représentant l'Association des médecins HSG, en remplacement du Docteur Pierre LEBLICQ ;
- Désignation de Monsieur Marcel PETRY en qualité d'Administrateur, représentant Ecetia participations Société Anonyme, en remplacement de Madame Marianne PAUWELS

Article 2 :

- de charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal en sa séance du 12 juin 2012.
- de charger le Collège Communal de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise :

- à l'Intercommunale CHU Ambroise Paré;
- au Gouvernement provincial;
- au Ministre régional de tutelle sur les Intercommunales.

31. TRAVAUX – AMENAGEMENTS DE TROTTOIRS A L'AVENUE CHANT DES OISEAUX – CSCH – CONDITIONS ET MODE DE PASSATION DU MARCHE – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 15;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Vu la décision du Collège communal du 3 janvier 2012 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Travaux d'aménagement de trottoirs, avenue Chant des Oiseaux et Voie des Curés" à Hainaut Ingénierie Technique, rue de Pâturages, 74 à 7390 Quaregnon;

Considérant le cahier spécial des charges N° Ac/1160/2011-0079 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Pâturages, 74 à 7390 Quaregnon;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 363.995,15 € hors TVA ou 440.434,13 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication publique;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 421/732-56 (n° de projet 20120010);

Considérant que, sous réserve d'approbation du budget, le crédit sera augmenté de 450.000,00 € lors de la prochaine modification budgétaire;

DECIDE à l'unanimité ;

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° Ac/1160/2011-0079 et le montant estimé du marché "Travaux d'aménagement de trottoirs, avenue Chant des Oiseaux et Voie des Curés", établis par l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique, rue de Pâturages, 74 à 7390 Quaregnon. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 363.995,15 € hors TVA ou 440.434,13 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir l'adjudication publique comme mode de passation du marché.

Article 3. - De transmettre la présente délibération à la tutelle. Cette délibération sera exécutoire le jour de sa transmission à l'autorité de tutelle.

Article 4. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 5. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 421/732-56 (n° de projet 20120010).

Article 6. - Ce crédit fera l'objet d'une prochaine modification budgétaire.

Article 7. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

32. TRAVAUX – POSE DE DOUBLES VITRAGES ET DE VOLETS A LA CURE DE JURBISE – CSCH – CONDITIONS ET MODE DE PASSATION DU MARCHE – LISTE DES FIRMES A CONSULTER - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2012-27-SG-RP relatif au marché "Pose de double vitrage et de volets à la Cure de Jurbise" établi par le Service Juridique;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 4.962,30 € hors TVA ou 6.004,38 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que la date du 13 juillet 2012 à 15.00 h est proposée comme date limite à laquelle les offres doivent parvenir à l'administration;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit en modification budgétaire n°1 de l'exercice extraordinaire du budget 2012 ;

DECIDE, avec 14 voix pour et 3 abstentions :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2012-27-SG-RP et le montant estimé du marché "Pose de double vitrage et de volets à la Cure de Jurbise", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 4.962,30 € hors TVA ou 6.004,38 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

De consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée:

- DEBLIQUY MENUISERIE, rue de Neufmaison, 13 à 7050 Herchies
- SPRL DELTENRE & FILS, rue sous le Bois 174-177 à 7110 Strepv-Bracquegnies
- SPRL RASSENEUR, rue du Mont de Braffe 79 à 7604 Braffe.

Article 3. - De fixer la date limite pour faire parvenir les offres à l'administration au 13 juillet 2012 à 15.00 h.

Article 4. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit en modification budgétaire n°1 de l'exercice extraordinaire du budget 2012.

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

33. TRAVAUX – MP 2012-19-SG-RP RELATIF A LA DESIGNATION D'UN AUTEUR DE PROJET POUR LA RENOVATION DU CLOCHER ET DES TOITURES DE L'EGLISE DE JURBISE – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CSCH - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Attendu que suite aux intempéries survenues au cours du mois de janvier 2012, il a été constaté que certains éléments de sous-toiture et de charpente du clocher de l'Eglise de Jurbise avaient été endommagés, tandis que certaines autres éléments de la structure semblent touchés par une certaine vétusté ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de désigner un auteur de projet dont la mission sera notamment de fournir une évaluation de l'état du clocher et des toitures de l'Eglise ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2012-19-SG-RP relatif au marché "Désignation d'un auteur de projet pour la rénovation du clocher et des toitures de l'Eglise de Jurbise" établi par le Service Juridique;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit en modification budgétaire n°1 de l'exercice extraordinaire du budget 2012 ;

DECIDE, à 14 voix pour et 3 abstentions :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2012-19-SG-RP et le montant estimé du marché "Désignation d'un auteur de projet pour la rénovation du clocher et des toitures de l'Eglise de Jurbise", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 8.264,46 € hors TVA ou 10.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit en modification budgétaire n°1 de l'exercice extraordinaire du budget 2012.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**34. TRAVAUX – MP 2012-26-SG-RP RELATIF A LA DESIGNATION D'UN
COORDINATEUR SECURITE-SANTE (PROJET-REALISATION) POUR LA
RENOVATION DU CLOCHER ET DES TOITURES DE L'EGLISE DE JURBISE
– MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CSCH - APPROBATION**

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 122, 1°;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Attendu que suite aux intempéries survenues au cours du mois de janvier 2012, il a été constaté que certains éléments de sous-toiture et de charpente du clocher de l'Eglise de Jurbise avaient été endommagés, tandis que certaines autres éléments de la structure semblent touchés par une certaine vétusté ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de désigner un coordinateur sécurité-santé (projet-réalisation) dont la mission sera, en fonction de l'évaluation qui sera menée par l'auteur de projet, de préparer les documents nécessaires à la réalisation des travaux ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2012-26-SG-RP relatif au marché "Désignation d'un coordinateur sécurité-santé (projet-réalisation) pour la rénovation du clocher et des toitures de l'Eglise de Jurbise" établi par le Service Juridique;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 1.500,00 € hors TVA ou 1.815,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée par facture acceptée;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit en modification budgétaire n°1 de l'exercice extraordinaire du budget 2012 ;

DECIDE, à 14 voix pour et 3 abstentions :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2012-26-SG-RP et le montant estimé du marché "Désignation d'un coordinateur sécurité-santé (projet-réalisation) pour la rénovation du clocher et des toitures de l'Eglise de Jurbise",

établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 1.500,00 € hors TVA ou 1.815,00 €, 21% TVA comprise.

- Article 2. - De choisir la procédure négociée par facture acceptée comme mode de passation du marché.
- Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit en modification budgétaire n°1 de l'exercice extraordinaire du budget 2012.
- Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

35. TRAVAUX – MP 2012-20-SG RELATIF A L'ACQUISITION DE MOBILIER DE BUREAU POUR L'ADMINISTRATION COMMUNALE – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CSCH - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 3;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2012-20-SG relatif au marché "Acquisition de mobilier de bureau pour l'Administration communale" établi par le Service Juridique;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 2.450,00 € hors TVA ou 2.964,50 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 84010/12502.2012 de l'exercice extraordinaire du budget 2012, ainsi qu'en modification budgétaire n°1 de l'exercice extraordinaire du budget 2012 ;

DECIDE, à l'unanimité :

- Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2012-20-SG et le montant estimé du marché "Acquisition de mobilier de bureau pour l'Administration communale", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 2.450,00 € hors TVA ou 2.964,50 €, 21% TVA comprise.
- Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.
- Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'article 84010/12502.2012 de l'exercice extraordinaire du budget 2012, ainsi qu'en modification budgétaire n°1 de l'exercice extraordinaire du budget 2012.
- Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.
-

36. TRAVAUX – MP 2012-12-SG-RP RELATIF A LA REALISATION DE TRAVAUX DE RENOVATION DU PORCHE DU CIMETIERE DE JURBISE – ABSENCE D'OFFRE REMISE LORS DE L'OUVERTURE DES OFFRES DU 27/04/2012 – PROPOSITION DE LANCEMENT D'UNE NOUVELLE PROCEDURE PAR LE CONSEIL COMMUNAL PAR PROCEDURE NEGOCIEE SANS PUBLICITE EN APPLICATION DE L'ARTICLE 17, §2, 1°, e) DE LA LOI DU 24 DECEMBRE 1993 RELATIVE AUX MARCHES PUBLICS ET A CERTAINS MARCHES DE TRAVAUX, DE FOURNITURES ET DE SERVICES - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Vu la décision du Collège communal du 8 novembre 2010 relative à l'attribution du marché d'auteur de projet pour le marché "Travaux de rénovation du porche du cimetière de Jurbise" à Thayse Anne-Marie, Rue des Près, 42 à 7050 Jurbise;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2012-12-SG-RP relatif à ce marché établi par l'auteur de projet ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 61.304,59 € hors TVA ou 74.178,55 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'une partie des coûts devrait être subsidiée par le SPW-DG04-Direction du Patrimoine - Direction de la Restauration, rue des Brigades d'Irlande 1 à 5100 Namur, et que cette partie est estimée à maximum 7.500,00 €;

Vu la délibération du 20 mars 2012 du Conseil communal, approuvant la proposition de passer le marché par adjudication publique, ainsi que les conditions du marché et le CSCh ;

Attendu que cette procédure a fait l'objet d'une publication nationale dans le Bulletin des Adjudications en date du 21 mars 2012, et qu'à la date de l'ouverture des offres fixée au 27 avril 2012 à 15h00, aucune offre n'a été déposée auprès de l'Administration communale ;

Considérant que conformément à l'article 17, §2, 1°, e) de la *Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services*, il peut être traité par procédure négociée sans respecter les règles de publicité lors du lancement de la procédure, mais si possible après consultation de plusieurs entrepreneurs, lorsqu'aucune offre n'a été déposée à la suite d'une adjudication ou d'un appel d'offres, pour autant que les conditions initiales du marché ne soient pas substantiellement modifiées ;

Attendu qu'il est par conséquent proposer de relancer la procédure en recourant au mode de passation de la procédure négociée sans publicité, sans modifier en aucune manière le CSCh et le montant estimé des travaux ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'exercice extraordinaire du budget 2012, article 878/72460 :20120043 ;

Considérant que ce crédit pourra être augmenté lors de la prochaine modification budgétaire ;

DECIDE, à l'unanimité :

- Article 1er. - D'approuver la proposition de poursuivre la procédure intitulée "Travaux de rénovation du porche du cimetière de Jurbise".
- Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.
- Article 3. - De confirmer la sollicitation d'une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiaire SPW-DG04-Direction du Patrimoine - Direction de la Restauration, rue des Brigades d'Irlande 1 à 5100 Namur.
- Article 4. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit à l'exercice extraordinaire du budget 2012, article 878/72460 :20120043
- Article 5. - Ce crédit pourra faire l'objet d'une prochaine modification budgétaire si nécessaire.
- Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.
- Article 7. - De transmettre un exemplaire de la présente délibération à l'autorité subsidiaire ainsi qu'à Monsieur le Receveur communal pour information.

37. TRAVAUX – EGOUTTAGE DE LA RUE DU PLOUYS ET DE LA PLACE D'ERBAUT – CONDITIONS ET MODE DE PASSATION DU MARCHE – APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 15;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Vu l'inscription du projet au plan triennal des travaux 2010-2012 arrêté par le Conseil Communal en date du 03.08.2010;

Vu l'arrêté ministériel du 25.02.2012 approuvant le programme triennal des travaux 2010-2012;

Vu la sollicitation pour le report des travaux d'égouttage de la Place d'Erbaut et du Plouys en 2012 et approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 07.02.2012;

Vu l'arrêté ministériel du 02.05.2012 approuvant la modification du programme triennal 2010-2012 et le report des travaux en 2012;

Vu le contrat d'égouttage conclu le 03.08.2010 entre la Commune de Jurbise, la S.P.G.E. et l'I.D.E.A. ;

Vu la décision du Collège communal du 26 avril 2011 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Amélioration et égouttage de la rue du Plouys et de la place d'Erbaut" à IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS;

Considérant le cahier spécial des charges N° TCEP182 relatif à ce marché établi le 1er juin 2012 par l'auteur de projet, IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 740.408,58 € hors TVA ou 850.797,36 €, TVA comprise;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par la S.P.G.E., et que cette partie est estimée à 212.847,70 € hors T.V.A.;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par la Région Wallonne DG01 (à hauteur de 60%), et que cette partie est estimée à 479.490,88 € hors T.V.A.;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par la Région Wallonne DG01 (à hauteur de 75%), et que cette partie est estimée à 41.690,00 € hors T.V.A.;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication publique;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 877/732-60 (n° de projet 20120039);

Considérant que, sous réserve d'approbation du budget, le crédit pourra être augmenté lors de la prochaine modification budgétaire ;

DECIDE : à l'unanimité

- Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° TCEP182 du 1er juin 2012 et le montant estimé du marché "Amélioration et égouttage de la rue du Plouys et de la place d'Erbaut", établis par l'auteur de projet, IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 740.408,58 € hors TVA ou 850.797,36 €, TVA comprise.
- Article 2. - De choisir l'adjudication publique comme mode de passation du marché.
- Article 3. - De transmettre la présente délibération à la tutelle. Cette délibération sera exécutoire le jour de sa transmission à l'autorité de tutelle.
- Article 4. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.
- Article 5. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 877/732-60 (n° de projet 20120039).
- Article 6. - Ce crédit pourra être augmenté lors d'une prochaine modification budgétaire.
- Article 7. - De soumettre le présent dossier à l'approbation du pouvoir subsidiant, Région Wallonne DGO1, rue Van Opré, 95 à 5100 Jambes.
- Article 8. - De transmettre un extrait de la présente délibération à l'I.D.E.A. et à Monsieur le Receveur Communal pour disposition.
- Article 9. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

38. TRAVAUX – MP 2012-23-SG-RP RELATIF A L'ACQUISITION D'UN PETIT VEHICULE UTILITAIRE LEGER POUR LE SERVICE PROPRETE – MODE DE PASSATION, CONDITIONS ET CSCH - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 17, § 2, 1° a (montant du marché HTVA inférieur au seuil de 67.000,00 €);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 120;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 2;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Attendu qu'il est jugé opportun et nécessaire d'acquérir un nouveau véhicule pour le Service Propreté, véhicule destiné à remplacer l'un des deux petits véhicules du Service ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2012-23-SG-RP relatif au marché "Acquisition d'un petit véhicule utilitaire léger pour le Service Propreté" établi par le Service Juridique;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 20.000,00 € hors TVA ou 24.200,00 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit en modification budgétaire numéro 1 de l'exercice extraordinaire du budget 2012 ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier spécial des charges N° 2012-23-SG-RP et le montant estimé du marché "Acquisition d'un petit véhicule utilitaire léger pour le Service Propreté", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 20.000,00 € hors TVA ou 24.200,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - Le crédit permettant cette dépense est inscrit en modification budgétaire numéro 1 de l'exercice extraordinaire du budget 2012.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

39. PERSONNEL – MODIFICATIONS APPORTEES AU REGLEMENT DE TRAVAIL DE LA COMMUNE – MODIFICATION DE L'HORAIRE DE TRAVAIL D'UN MEMBRE DU PERSONNEL COMMUNAL (INSTITUTRICE COMMUNALE DE NEERLANDAIS) - APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 28/10/2011 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 02/12/2011 ;

Attendu qu'il est proposé de revoir à la hausse, dans le Règlement de Travail de la Commune, l'horaire de travail d'un membre du personnel communal, assurant les fonctions d'institutrice de néerlandais dans les Ecoles communales ;

Après en avoir délibéré ;

Décide à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver la proposition d'adaptation, dans le Règlement de Travail de la Commune, de l'horaire de travail du membre du personnel communal concerné (institutrice de néerlandais dans les Ecoles communales), figurant en annexe du Règlement de Travail communal.

Article 2. - De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle, ainsi que, pour information, au personnel communal, aux organisations syndicales ainsi qu'à Monsieur le Receveur Communal.

40. PERSONNEL – MODIFICATIONS APPORTEES AU REGLEMENT DE TRAVAIL DE LA COMMUNE – ART.69 : APPROBATION

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 28/10/2011 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 02/12/2011 ;

Attendu qu'il est proposé d'adapter l'article 69 du Règlement de Travail de la Commune de la manière suivante :

Article 69 – Permanence Service Population – Service Urbanisme

Une permanence hebdomadaire est assurée le samedi de 9h à 12h par le personnel du Service Etat Civil-Population. Une permanence est également assurée un samedi sur deux, de 9h à 12h, par le personnel du Service Urbanisme. La récupération des heures prestées par les travailleurs à cet effet doit intervenir dans la semaine qui suit la prestation.

Après en avoir délibéré ;

Décide à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver la proposition d'adaptation de l'article 69 du Règlement de Travail comme suit :

Article 69 – Permanence Service Population – Service Urbanisme

Une permanence hebdomadaire est assurée le samedi de 9h à 12h par le personnel du Service Etat Civil-Population. Une permanence est également assurée un samedi sur deux, de 9h à 12h, par le personnel du Service Urbanisme. La récupération des heures prestées par les travailleurs à cet effet doit intervenir dans la semaine qui suit la prestation.

Article 2. - De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle, ainsi que, pour information, au personnel communal, aux organisations syndicales ainsi qu'à Monsieur le Receveur Communal.

41. QUESTIONS ORALES

Pas de question posée.

HUIS CLOS

La Présidente clôture la séance.

PAR LE CONSEIL,

Le Secrétaire,

La Présidente,